



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P.)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, avenue Doyen Gaston GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° AFFAIRE : 25A0245

Objet de la consultation :

**FOURNITURE DE LAIT INFANTILE ET COMPLEMENT DE NUTRITION ENTERALE POUR LES
ETABLISSEMENTS DU GHT EST HERAULT ET SUD AVEYRON**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1-3, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	Objet et durée du marché public	5
1 - 1 -	Objet	5
1 - 2 -	Décomposition du marché public	6
1.2 - 1 -	Tranches	6
1.2 - 2 -	Lots	6
1.2 - 3 -	Phases	7
1 - 3 -	Forme et durée	7
1 - 4 -	Sous-traitance	8
1 - 5 -	Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	8
1.5 - 1 -	Evolution technologique ou technique	8
1.5 - 2 -	Evolution réglementaire ou législative	8
1 - 6 -	Portail d'approvisionnement électronique (PAD)	9
ARTICLE 2 -	Le respect des principes de la republique (laicite et neutralite)	9
ARTICLE 3 -	Documents contractuels	9
ARTICLE 4 -	Modalités d'exécution	10
4 - 1 -	Marché ordinaire	10
4 - 2 -	Accord-cadre à bons de commande	10
4.2 - 1 -	Modalités de passation des commandes	10
4.2 - 2 -	Durée d'exécution des bons de commande	11
4 - 3 -	Ordres de service	11
4 - 4 -	Exécution complémentaire (clause de réexamen)	11
4 - 5 -	Réexamen du marché public	11
4.5 - 1 -	Intégration de nouveaux membres GHT	11
4.5 - 2 -	Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public	11
4.5 - 3 -	Evolutions du périmètre du marché public	11
4.5 - 4 -	Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)	12
4.5 - 5 -	Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)	12
4.5 - 6 -	Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations	12
4.5 - 7 -	Réévaluation du montant de l'accord-cadre à bons de commande	12
ARTICLE 5 -	Conditions de livraison	13
5 - 1 -	Transport	13
5 - 2 -	Documents à fournir	13
5 - 3 -	Lieux de livraison / Exécution	13
5 - 4 -	Lieux de livraison / Exécution	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 6 -	Opérations de vérifications-décisions après vérifications	13
6 - 1 -	Vérifications simples	13
6 - 2 -	Vérifications approfondies	13
6 - 3 -	Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT	14
ARTICLE 7 -	Obligations en matière de développement durable	14
ARTICLE 8 -	Garantie	14
ARTICLE 9 -	Retenue de garantie	14
ARTICLE 10 -	Modalités de détermination des prix	14
10 - 1 -	Répartition des paiements	14
10 - 2 -	Contenu des prix	14
10 - 3 -	Prix de règlements	14
10 - 4 -	Tranches optionnelles (clause de réexamen)	16
ARTICLE 11 -	Avance	16

ARTICLE 12 -	<i>Acomptes et paiements partiels définitifs</i>	16
ARTICLE 13 -	<i>Paiement-établissement de la facture</i>	16
13 - 1 -	Mode de règlement	16
13 - 2 -	Présentation des demandes de paiement	16
13 - 3 -	Intérêts moratoires	17
ARTICLE 14 -	<i>clause de prix promotionnel (clause de réexamen)</i>	18
ARTICLE 15 -	<i>ristourne sur chiffre d'affaires (clause de réexamen)</i>	18
ARTICLE 16 -	<i>Clauses techniques</i>	18
16 - 1 -	Références réglementaires et normatives	18
16 - 2 -	Exigences techniques générales	19
16 - 3 -	Sécurité sanitaire	19
16 - 4 -	Documentations obligatoires à fournir	20
16 - 5 -	Exigences techniques pour chaque lot	20
16 - 6 -	Etiquetage des colis	23
16 - 7 -	Reprise des produits	24
16 - 8 -	Retraitement des déchets	24
16 - 9 -	Reprise, collecte, traçabilité et traitement des contenants vides	24
ARTICLE 17 -	Récupération des données	25
17 - 1 -	Suivi du marché au niveau du GHT	25
17 - 2 -	Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public	25
17 - 3 -	Données relatives à l'origine des produits	25
ARTICLE 18 -	<i>Dispositions applicables en cas de titulaire étranger</i>	25
ARTICLE 19 -	<i>Pénalités</i>	25
19 - 1 -	Pénalités de retard	25
19 - 2 -	Pénalités d'indisponibilité (marchés ou accords-cadres à bons de commandes de maintenance)	26
19 - 3 -	Pénalités pour autres litiges d'exécution	26
19 - 4 -	Pénalités relatives à la sous-traitance	26
19.4 - 1 -	Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	26
19.4 - 2 -	Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	26
19 - 5 -	Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	26
19.5 - 1 -	Pénalités relatives la déclaration de détachement	26
19.5 - 2 -	Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	26
19 - 6 -	Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	26
19 - 7 -	Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données	27
19.7 - 1 -	Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT	27
19.7 - 2 -	Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public	27
19 - 8 -	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable	27
19 - 9 -	Pénalités pour non-respect des principes de la République	27
19 - 10 -	Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	27
19 - 11 -	Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la collecte, tri ou traitement des contenants vides	27
ARTICLE 20 -	<i>Informations techniques - Formation</i>	27
ARTICLE 21 -	<i>Litiges et différends</i>	27
21 - 1 -	Différends	27
21 - 2 -	Attribution de compétence	27
ARTICLE 22 -	<i>Résiliation et exécution par défaut</i>	28

22 - 1 -	Résiliation _____	28
22 - 2 -	Exécution par défaut _____	28
ARTICLE 23 -	<i>Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire</i> _____	28
ARTICLE 24 -	<i>Imprévision et circonstances imprévisibles</i> _____	29
24 - 1 -	Obligation d'information _____	29
24 - 2 -	Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen) _____	29
24 - 3 -	La suspension du marché _____	29
24 - 4 -	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché _____	30
24 - 5 -	Prolongation du marché _____	30
ARTICLE 25 -	Réglementation générale de protection des données (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHÉ TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNÉES PERSONNELLES) _____	30
ARTICLE 26 -	<i>Obligations du titulaire</i> _____	30
26 - 1 -	Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion _____	30
26 - 2 -	Modification des données administratives (clause de réexamen) _____	31
26 - 3 -	Qualité des fournitures _____	31
26 - 4 -	Discretion et confidentialité _____	31
26 - 5 -	Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier _____	31
ARTICLE 27 -	<i>Dématérialisation de l'exécution des marchés</i> _____	32
ARTICLE 28 -	<i>Dérogations aux documents généraux</i> _____	32

1 - 1 - Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Par ailleurs, a été constituée une direction commune entre le CHU de Montpellier, le CH de Clermont l'Hérault et l'EHPAD Jean Périquier en date du 03 juillet 2025.

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- CH de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Procédure adaptée, passée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1 et des articles R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique, portant sur les prestations désignées ci-après :

Le marché porte sur les fournitures des établissements suivants :

- CHU de Montpellier
- Hôpitaux du Bassin de Thau
- CH de Millau
- CH de St Affrique

Ce périmètre est susceptible d'évoluer avec les adhésions d'établissements qui intégreront le GHT postérieurement à la notification du marché.

L'Administration se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire (dans la limite de 10% du montant maximum du marché) et, dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande, des produits de même nature, similaires ou associés. Le candidat indiquera le pourcentage de remise éventuellement consenti sur son tarif public dans le cadre prévu à cet effet à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

L'absence de renseignement du pourcentage de remise sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

1 - 2 - Décomposition du marché public

1.2 - 1 - Tranches

Sans objet

1.2 - 2 - Lots

Le marché public est décomposé en 13 lots définis comme suit :

- Lot 1 : Hydrolysate de caséine
Montant maximal pour la durée totale du marché : 25 000 € HT
- Lot 2 : Hydrolysate de lactosérum (avec lactose) pour nourrisson et enfant jusqu'à 6 mois en poudre
Montant maximal pour la durée totale du marché : 30 000 € HT
- Lot 3 : Hydrolysate de riz
Montant maximal pour la durée totale du marché : 20 000 € HT
- Lot 4 : Solution acide aminés pour nourrisson et enfant de plus d'un an en poudre
Montant maximal pour la durée totale du marché : 15 000 € HT
- Lot 5 : Lait anti-régurgitation mixte enrichi à la caroube et à l'amidon 1er âge en poudre
Montant maximal pour la durée totale du marché : 10 000 € HT
- Lot 6 : Lait de croissance – préparation pour enfant en bas âge 10-12 mois jusqu'à 3 ans – liquide
Montant maximal pour la durée totale du marché : 10 000 € HT
- Lot 7 : Nourettes destinées à la maternité
Montant maximal pour la durée totale du marché : 70 000 € HT
- Lot 8 : Lait 1^{er} et 2eme âge bébé bien portant
Montant maximal pour la durée totale du marché : 15 000 € HT
- Lot 9 : Lait sans trace de lactose avec protéines de vache en poudre
Montant maximal pour la durée totale du marché : 5 000 € HT
- Lot 10 : Pré lait pour hypotrophes et prématurés inférieur à 1.8 kilos
Montant maximal pour la durée totale du marché : 5 000 € HT
- Lot 11 : Pré lait pour hypotrophes et prématurés – 1.8 kilos à 2.2 kilos
Montant maximal pour la durée totale du marché : 5 000 € HT
- Lot 12 : Pré lait pour hypotrophes et prématurés – supérieur à 2.2 kilos
Montant maximal pour la durée totale du marché : 5 000 € HT
- Lot 13 : Solution normo énergétique hyper-protéinée pour la nutrition entérale des enfants de 1 à 16 ans
Montant maximal pour la durée totale du marché : 2 000 € HT

Le lot 6 est en multi attribution : le nombre maximal de candidats retenus sera de 2 avec un tour de lait organisé comme suit :

- Le fournisseur classé en première position sera le premier à débiter le tour de lait pour une durée de 6 mois

- Le fournisseur classé en seconde position prendra son tour de lait à la fin des 6 mois d'exécution du tour du premier tour
Cette organisation est valable pour la durée totale du marché.

Cependant, si le titulaire devant réaliser son tour de lait est considéré comme défaillant, l'acheteur ou son représentant s'adressera au titulaire classé en position suivante dans l'organisation du tour de lait, de manière épisodique.

Le lot 7 est en multi attribution : le nombre maximal de candidats retenus sera de 4 avec un tour de lait organisé comme suit :

- Le candidat classé en première position sera le premier du tour de lait. La durée du tour de lait sera de 3 mois (12 mois / 4 fournisseurs = 3 mois) ;
- Le fournisseur classé en seconde position prendra son tour de lait à la fin des 3 mois d'exécution du tour du premier.
- Le fournisseur classé en troisième position prendra son tour de lait à la fin des 3 mois d'exécution du second candidat.
- Enfin le fournisseur classé en quatrième position prendra son tour de lait à la fin des 3 mois d'exécution du troisième candidat.
- Cette organisation est valable pour la durée totale du marché.

Cependant, si le titulaire devant réaliser son tour de lait est considéré comme défaillant, l'acheteur ou son représentant s'adressera au titulaire classé en position suivante dans l'organisation du tour de lait, de manière épisodique.

Le lot 8 est en multi attribution : le nombre maximal de candidats retenus sera de 3 avec un tour de lait organisé comme suit :

- Le fournisseur classé en première position sera le premier à débiter le tour de lait. La durée du tour de lait sera de 4 mois (12 mois / 3 fournisseurs = 4 mois) ;
- Le fournisseur classé en seconde position débitera le tour de lait à la fin des 4 mois échus.
- Puis le fournisseur classé en troisième position débitera le tour de lait à la suite.
- Cette organisation est valable pour la durée totale du marché.

Cependant, si le titulaire devant réaliser son tour de lait est considéré comme défaillant, l'acheteur ou son représentant s'adressera au titulaire classé en position suivante dans l'organisation du tour de lait, de manière épisodique.

1.2 - 3 - Phases

Sans objet

1 - 3 - Forme et durée

En application de l'article L. 2125-1 1° du code de la commande publique, chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conclu pour une durée de 12 mois à compter :

NUMERO ET INTITULE DU LOT		DATE DE PRISE D'EFFET DU MARCHÉ
1	Hydrolysats de caséine	A la notification
2	Hydrolysats de lactosérum (avec lactose) pour nourrisson et enfant jusqu'à 6 mois en poudre	18 mai 2026
3	Hydrolysats de riz	A la notification

4	Solution acide aminés pour nourrisson et enfant de plus d'un an en poudre	A la notification
5	Lait anti-régurgitation mixte enrichi à la caroube et à l'amidon 1er âge en poudre	A la notification
6	Lait de croissance – préparation pour enfant en bas âge 10-12 mois jusqu'à 3 ans – liquide	A la notification
7	Nourettes destinées à la maternité	A la notification
8	Lait 1 ^{er} et 2eme âge bébé bien portant	A la notification
9	Lait sans trace de lactose avec protéines de vache en poudre	A la notification
10	Pré lait pour hypotrophes et prématurés inférieur à 1.8 kilos	A la notification
11	Pré lait pour hypotrophes et prématurés – 1.8 kilos à 2.2 kilos	A la notification
12	Pré lait pour hypotrophes et prématurés – supérieur à 2.2 kilos	A la notification
13	Solution normo énergétique hyper-protéinée pour la nutrition entérale des enfants de 1 à 16 ans	A la notification

Clause de réexamen

L'accord-cadre à bons de commande sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

1 - 4 - Sous-traitance

Sans objet

1 - 5 - Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.5 - 1 - Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

1.5 - 2 - Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1^{er} et R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

1 - 6 - Portail d'approvisionnement électronique (PAD)

Sans objet

ARTICLE 2 - LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAICITE ET NEUTRALITE)

Sans objet

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- L'acte d'engagement et ses annexes complétées :
 - Bordereau de prix,
 - La liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT
 - Décision du pouvoir adjudicateur
- Le cahier des clauses particulières et son annexe « développement durable » dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- Le cadre de réponse « performance environnementale »
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) non joint
- Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- L'offre technique du candidat comportant :
 - Une documentation complète relative au produit (**dont les fiches techniques en français**) comprenant notamment :
 - la référence du produit sur le catalogue du fournisseur,
 - les indications et mode d'utilisation
 - les caractéristiques de conditionnement,
 - l'origine du produit (pays de fabrication).
 - les valeurs nutritionnelles
 - l'absence dans le produit des ingrédients suivants : organismes génétiquement modifiés, allergènes, additifs ou arômes, glutamate, huile de palme, perturbateurs endocriniens, nano particules
- Pour les lots 1 – 2 – 3 – 4 – le candidat devra fournir les études cliniques

- Pour les lots 5 – 6 – 7 – 8 : le candidat devra fournir les ANALYSE TOXICOLOGIQUE : il est demandé entre autres les valeurs relevées (value ou résultats) en format chiffré pour les substances suivantes : arsenic inorganique, plomb, nickel, PCDD/F, PCB, mycotoxines T-2 & HT-2, acrylamide, déoxynivalénol et ses dérivés et furanel'aluminium, le cobalt, le strontium, le méthylmercure, le sélénium, le cadmium, la génistéine
- Pour le lot 7 : le certificat de non migration pour les tétines des biberons pour nourrissons et enfants en bas âge en élastomère ou en caoutchouc
- Une déclaration de conformité attestant que les emballages et contenants respectent la réglementation en vigueur (article 16 du CCP).
- La note méthodologique détaillant l'organisation logistique de la prestation (modalités de prise de commande, délais de livraisons, organisation de la livraison) (lots 6 et 8)
- La note méthodologique décrivant les conditions de recyclage des nouettes, les délais de livraison, les conditions de reprise des produits périmés et non consommés (lot 7),
- Le tarif du fournisseur et le catalogue

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA : Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

4 - 1 - Marché ordinaire

Sans objet

4 - 2 - Accord-cadre à bons de commande

4.2 - 1 - Modalités de passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure de la survenance des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par les directions compétentes de chaque établissement qui comporteront :

- la référence à l'accord-cadre à bons de commande ;
- la désignation de la fourniture ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Il est rappelé que le formalisme et le circuit des bons de commande sont fixés par le pouvoir adjudicateur. Leur respect est indispensable au paiement de la facture.

Il est précisé que, pour des raisons de cyber sécurité notamment, aucune commande ne pourra être engagée ni payée sur le site internet du fournisseur et que toute dérogation à ce point empêchera le paiement des factures.

Le fournisseur ne pourra pas imposer un circuit ou un formalisme particulier et ne pourra pas refuser de livrer pour ces motifs sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 19.3 du présent CCP.

4.2 - 2 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

4 - 3 - Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

4 - 4 - Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Sans objet

4 - 5 - Réexamen du marché public

4.5 - 1 - Intégration de nouveaux membres GHT

En cours d'exécution, le nombre d'établissements prévus au marché peut évoluer, par voie de modification du marché public, par l'adhésion d'établissements qui intégreraient le GHT postérieurement à la notification du marché. Leurs besoins en termes de quantité estimative seront définis dans un détail quantitatif estimatif.

4.5 - 2 - Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public

4.5.2 -1 Modification de références

En cas de modifications de références d'un produit en cours de marché public, le titulaire en informera par écrit l'acheteur qui prendra en compte cette modification sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

4.5.2 -2 Modification de conditionnement

En cas de modifications de conditionnement d'un produit en cours de marché public, le titulaire en informera par écrit l'acheteur qui prendra en compte cette modification sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

4.5.2 -3 Remplacement des consommables, produits suite à retrait du produit par le fabricant

En cas d'arrêt de fabrication du produit par le titulaire du marché, ce dernier sera remplacé par un produit équivalent sans supplément de prix, sous la forme d'un certificat administratif.

4.5 - 3 - Evolutions du périmètre du marché public

4.5.3 -1 Evolution du parc d'équipements (Modification des dates d'entrée et de sortie de garantie /entrées et sorties de parcs)

Sans objet

4.5.3 -2 Modification du périmètre du marché

Sans objet

Sans objet

4.5 - 4 - Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Pour les besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant maximum du marché.

4.5 - 5 - Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire. En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,

Cas de décès d'un cotraitant,

Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,

Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

- Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;
- L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit
- Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités.

L'acheteur se prononce dans les 21 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités

4.5 - 6 - Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Sans objet

4.5-7 Réévaluation du montant de l'accord-cadre à bons de commande

Sans objet

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON

5 - 1 - Transport

- Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

- Risques inhérents au transport

En application de l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

- Retour de marchandises non conformes :

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du fournisseur.

5 - 2 - Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

5 - 3 - Lieux de livraison / Exécution

La fourniture doit être livrée aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toutes contraintes de nature à affecter toutes les opérations de livraison.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché public et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-FCS, l'acheteur n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'acheteur pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

6 - 1 - Vérifications simples

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la qualité des fournitures ou prestations de services.

Elles consistent également à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché public ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

En cas de non-conformité, l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT notifie sa décision sur le champ : le titulaire doit reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira où effectuer une nouvelle livraison de la fourniture ou de la prestation de service jugée de mauvaise qualité.

6 - 2 - Vérifications approfondies

Ces opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché public ou de la commande.

Les vérifications prévues ci-dessus sont effectuées dans le délai maximum de :

Vérifications quantitatives : 15 jours

Vérifications qualitatives : 15 jours.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'acheteur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

6 - 3 - Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Se reporter à l'annexe « Développement durable »

ARTICLE 8 - GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 9 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 10 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

10 - 1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants.

10 - 2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Le marché public est traité à prix unitaires hors taxe. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

10 - 3 - Prix de règlements

Le marché public est conclu à prix révisables (clause de réexamen),

Les prix des prestations (bordereau de prix et catalogue) sont révisables, à chaque date anniversaire de la notification du marché public, par formule paramétrique selon la formule suivante

$$P = P_0 \times (0.2 + 0.8 \times I / I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé et P₀ = prix initial

P₀ : prix initial figurant dans l'acte d'engagement

I : valeur finale de l'indice de référence à la date de demande de révision ([INDICE DE PRIX DE PRODUCTION DE L'INDUSTRIE FRANCAISE POUR L ENSEMBLE DES MARCHES - PRODUITS LAITIERS - 10.5](#))

IO : valeur de ce même indice au mois de remise des offres)

A : part fixe (0.20)

B : part variable (0.80)

Le calcul du coefficient de révision de prix est effectué avec trois décimales arrondies au millième supérieur

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Clause de préavis

Le titulaire du marché public s'engage à notifier à l'administration contractante, par tous moyens permettant de déterminer la date avec précision (accusé de réception postal ou électronique), ses nouveaux prix, révisés comme indiqué ci-dessus (calcul du coefficient de révision et, le cas échéant, bordereaux de prix révisés), avec un préavis de 1 mois minimum avant la date prévue pour la révision. L'acheteur accepte cette révision par une lettre d'acceptation

Clause de sauvegarde

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date de la révision du bordereau de prix, du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 4 % l'an.

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices

3cas

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :

$C = V_a / V_p$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$C = V_a / V_p$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

Vp représente la valeur de la nouvelle série à la même date.
La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

10 - 4 - Tranches optionnelles (clause de réexamen)

Sans objet

ARTICLE 11 - AVANCE

Sans objet

ARTICLE 12 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Sans objet.

ARTICLE 13 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

13 - 1 - Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique

13 - 2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et selon les modalités définies ci-dessous.

1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture;
 - La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (TRHOT);
 - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
 - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Les factures électroniques devront être accompagnées des pièces suivantes nécessaires à la justification du paiement :

- Le bon de commande

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par l'acheteur par courrier

13 - 3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNEL (CLAUSE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 15 - RISTOURNE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (CLAUSE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 16 - CLAUSES TECHNIQUES

16 - 1 - Références réglementaires et normatives

L'ensemble des fournitures, objet du marché, devra être conforme à l'ensemble des textes suivants (ou leurs versions en vigueur au moment de la remise des offres) garantissant la **sécurité sanitaire et la conformité des matériaux** :

- Au Règlement (CE) n° 1935/2004 sur les matériaux au contact des aliments ;
- Au Règlement (UE) n°10/2011 du 14 janvier 2011 relatif aux matériaux et objets en matières plastiques destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires ;
- Au Règlement (UE) n°2022/1616 relatif aux matériaux et objets plastiques recyclés destinés au contact alimentaire
- A la Norme NF EN 14350 : articles de puériculture – articles pour l'alimentation liquide – exigences de sécurité et essais
- Au Règlement UE 1169/2011 concernant l'information du consommateur sur les denrées alimentaires (INCO)
- Au Règlement (CE) n° 2023/2006 sur les bonnes pratiques de fabrication
- Au Code de la santé publique (article L 1313-1 et suivants)
- A toutes les dispositions nationales ou européennes ultérieures applicables aux matériaux au contact alimentaire.
- Aux dispositions réglementaires européennes en cours ainsi qu'à la norme **pour les préparations destinées aux nourrissons et pour les préparations données à des fins médicales spéciales aux nourrissons (CODEX STAN 72-1981)**,
- Aux règlements délégués n°2016/127 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite
- Aux règlements délégués 2016/128 concernant les préparations destinées à des fins médicales spéciales
- Aux décisions et recommandations du Groupe d'Etude des Marchés Restauration Collective et Nutrition (G.E.M.R.C.N.) relatives aux spécifications applicables aux produits alimentaires, dont celles qui font l'objet de la présente consultation ;
- Aux lois, décrets, arrêtés et circulaires concernant la réglementation des produits alimentaires et la répression des fraudes ;
- A l'ensemble des dispositions réglementaires et des normes relatives aux conditions de transport, de conditionnement, d'étiquetage, d'emballage et de conservation des denrées alimentaires, objet de la présente consultation.

16 - 2 - Exigences techniques générales

Les contenants doivent permettre :

- La préservation de la qualité nutritionnelle et microbiologique du lait infantile
- La prévention de toute contamination lors de la manipulation, du stockage ou du transport,
- Une utilisation sécurisée par le personnel hospitalier
- La compatibilité avec les dispositifs et équipements hospitaliers (chauffe biberons stériliseurs, système de dosage ..)

Les laits pourront être aux formats suivants : boîte, briques, bouteilles

Pour le lot 7 : il est attendu uniquement des nouettes

16 - 3 - Sécurité sanitaire

16-3-1 - Substances interdites ou limitées

Les nouettes de lait, souvent en plastique, représentent une quantité de déchets importante, qui ne peut réintégrer le cercle vertueux de l'économie circulaire seulement en partie en raison de la recyclabilité limitée du plastique. Par ailleurs, le plastique peut contenir des phtalates, bisphénols ou d'autres perturbateurs endocriniens. Agir sur les nouettes contribue alors à intégrer la notion de santé environnementale

Pour ce faire, les contenants ne devront contenir aucune trace de bisphénol A (BPA), bisphénol S, phtalates non autorisés, métaux lourds ou autres substances interdites par la réglementation européenne ou française. Des analyses de migration globale et spécifique devront être tenues à disposition du pouvoir adjudicateur.

Pour le sous lot 7.2 :

La loi AGECS, en son article 77 précise : au plus tard, au 1^{er} janvier 2025, il est mis fin à l'utilisation de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffage et de service en plastique, dans les services de pédiatrie, d'obstétrique et de maternité, les centres périnataux de proximité ainsi que les services de PMI.

Les contenants alimentaires devront respecter les normes sanitaires, d'hygiène et de sécurité en vigueur. Le titulaire ne devra livrer que des contenants alimentaires en matériaux inertes, de préférence en verre.

16-3-2 – Stérilité et hygiène

- Les contenants doivent être fournis stériles ou stérilisables selon les besoins des services utilisateurs.
- Le conditionnement primaire doit garantir le maintien de la stérilité jusqu'à l'utilisation
- Le conditionnement secondaire doit assurer une protection contre les contaminations externes, l'humidité, les chocs à la lumière

16-3-3 – Propreté et sécurité d'usage

- Les contenants et leurs accessoires (bouchons, tétines, joints ...) doivent être sans goût, sans odeur et ne pas altérer le lait
- Les surfaces internes doivent être lisses, sans porosité ni aspérité susceptible de retenir des résidus
- Le design doit prévenir de tout risque de blessure ou de fuite
- Le produit doit pouvoir être manipulé en milieu hospitalier dans des conditions d'hygiène optimale

16-3-4 – Traçabilité

Chaque contenant ou lot livré doit comporter :

- Un numéro de lot
- La date de fabrication
- La date limite d'utilisation ou de stérilité

- L'identification du fabricant et du fournisseur
- Le cas échéant, un code barre ou identifiant unique permettant la traçabilité hospitalière

16-3-5 – Contrôle qualité

Le titulaire du marché devra pouvoir fournir sur simple demande du RPA :

- Les rapports d'essais de stérilité et d'étanchéité
- Les tests de compatibilité avec les laits infantiles (absence de migration de gout et d'odeur)
- Les certificats de conformité sanitaire ou attestation émanant de laboratoires agréés

16 - 4 - Documentations obligatoires à fournir

Pour l'ensemble des fournitures, le candidat doit fournir obligatoirement une documentation complète relative au produit (**dont les fiches techniques en français**) comprenant notamment :

- la référence du produit sur le catalogue du fournisseur,
- les indications et mode d'utilisation
- les caractéristiques de conditionnement,
- l'origine du produit (pays de fabrication).
- les valeurs nutritionnelles
- l'absence dans le produit des ingrédients suivants : organismes génétiquement modifiés, allergènes, additifs ou arômes, glutamate, huile de palme, perturbateurs endocriniens, nano particules

Pour les lots 1 – 2 – 3 – 4 – le candidat devra fournir les études cliniques

Pour le lot 7 : le certificat de non migration pour les tétines des biberons pour nourrissons et enfants en bas âge en élastomère ou en caoutchouc

Pour les lots 5 – 6 – 7 – 8 : le candidat devra fournir les ANALYSE TOXICOLOGIQUE : il est demandé entre autres les valeurs relevées (value ou résultats) en format chiffré pour les substances suivantes : arsenic inorganique, plomb, nickel, PCDD/F, PCB, mycotoxines T-2 & HT-2, acrylamide, déoxynivalénol et ses dérivés et furanel'aluminium, le cobalt, le strontium, le méthylmercure, le sélénium, le cadmium, la génistéine

Pour l'ensemble des lots : le candidat devra fournir :

- Une **déclaration de conformité attestant** que les emballages et contenants respectent la réglementation en vigueur

16 - 5 - Exigences techniques pour chaque lot

LOT	Sous lot N°	LIBELLE	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
1	1-1	HYDROLYSAT DE CASEINE	HYDROLYSAT DE CASEINE POUR NOURRISSON EN POUDRE	Poudre de 400 g à 800 g	Teneur en TCM > 15 %
1	1-2	HYDROLYSAT DE CASEINE	HYDROLYSAT DE CASEINE POUR ENFANT DE PLUS D UN AN EN POUDRE	Poudre de 400 g à 800 g	Teneur en TCM > 15 %

LOT	SOUS LOT N°	<i>LIBELLE DU LOT</i>	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
2	2-1	HYDROLYSAT DE LACTOSERUM	HYDROLYSAT DE LACTOSERUM AVEC LACTOSE POUR NOURRISSON ET ENFANT JUSQU'À 6 mois EN POUDRE	Poudre de 400 g	taux de protéines sup ou égal à 1,6 g pour 100 ml

LOT	SOUS LOT N°	<i>LIBELLE DU LOT</i>	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
3	3.1	HYDROLYSAT DE RIZ	HYDROLYSAT DE RIZ - 1ER AGE - EN POUDRE	Poudre de 400 g	
3	3-2	HYDROLYSAT DE RIZ	HYDROLYSAT DE RIZ - 2EME AGE - EN POUDRE	Poudre de 800 g	

LOT	SOUS LOT N°	<i>LIBELLE DU LOT</i>	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
4	4-1	SOLUTION ACIDE AMINES POUR NOURRISSON ET ENFANT DE PLUS D'UN AN	SOLUTION ACIDE AMINES POUR NOURRISSON ET ENFANT DE PLUS D'UN AN - EN POUDRE	Poudre de 400 g	

LOT	SOUS LOT N°	<i>LIBELLE DU LOT</i>	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
5	5.1	LAIT ANTI-REGURGITAION MIXTE ENRICHI A LA CAROUBE ET A L'AMIDON	LAIT ANTI REGURGITATION MIXTE ENRICHI A LA CAROUBE ET A L'AMIDON 1er âge - EN POUDRE	Poudre de 400 g à 800 g	caroube sup à 0,30 g/100 ml et amidon sup à 0,2 g/100 ml

LOT	SOUS LOT N°	<i>LIBELLE DU LOT</i>	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
6	6.1	LAIT DE CROISSANCE PREPARATION POUR ENFANT EN BAS ÂGE 10 - 12 MOIS JUSQU'À 3 ANS	LAIT DE CROISSANCE PREPARATION POUR ENFANT EN BAS Âge 10 - 12 mois jusqu'à 3 ans - LIQUIDE	LIQUIDE - 500 ML	

LOT	SOUS LOT N°	LIBELLE DU LOT	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
7	7.1	NOURETTES DESTINEES A LA MATERNITE	NOURETTE POUR NOURRISSON HYPOTROPHE ET PREMATURE + tétine	LIQUIDE 50 A 70 ML AVEC TETINE ET BAGUE	taux de protéines sup ou égal à 2 g pour 100 ml
7	7.2	NOURETTES DESTINEES A LA MATERNITE	NOURETTE POUR NOURRISSON BIEN PORTANT + tétine	LIQUIDE 50 A 70 ML AVEC TETINE ET BAGUE	Taux de protéines 1.2 à 1.4 g / 100 ml -- Les contenants en verre sont acceptés.

LOT	SOUS LOT N°	LIBELLE DU LOT	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
8	8.1	LAIT 1ER AGE et 2EME AGE BEBE BIEN PORTANT	LAIT 1ER AGE BEBE BIEN PORTANT - POUDRE	Poudre 800 à 900 g	Taux de protéine sup ou égal à 1.2 g à 1.4g / 100 ml
8	8.2	LAIT 1ER AGE et 2EME AGE BEBE BIEN PORTANT	LAIT 1ER AGE BEBE BIEN PORTANT - LIQUIDE	liquide 500 ml	Taux de protéine sup ou égal à 1.2 g à 1.5g / 100 ml
8	8.3	LAIT 1ER AGE et 2EME AGE BEBE BIEN PORTANT	LAIT 2EME AGE BEBE BIEN PORTANT - POUDRE	Poudre 800 à 900 g	Taux de protéine sup ou égal à 1.2 g à 1.4g / 100 ml
8	8.4	LAIT 1ER AGE et 2EME AGE BEBE BIEN PORTANT	LAIT 2EME AGE BEBE BIEN PORTANT - LIQUIDE	liquide 500 ml	Taux de protéine sup ou égal à 1.2 g à 1.4g / 100 ml

LOT	SOUS LOT N°	LIBELLE DU LOT	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
9	9.1	LAIT SANS TRACE DE LACTOSE AVEC PROTEINES DE VACHE EN POUDRE	LAIT SANS TRACE DE LACTOSE AVEC PROTEINES DE VACHE EN POUDRE	Poudre de 400 g à 800 g	teneur en lactose ≤ 0,05 g pour 100 ml

LOT	SOUS LOT N°	LIBELLE DU LOT	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
10	10.1	PRE LAIT POUR HYPOTROPHES ET PREMATURES INF A 1,8 KG	PRE LAIT POUR HYPOTROPHES ET PREMATURES INF A 1,8 KG - LIQUIDE	LIQUIDE 200 ml	Apports nutritionnels : supérieur à 80 kcal - taux de protéines sup. à 2.6 g/100 ml

LOT	SOUS LOT N°	LIBELLE DU LOT	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
11	11.1	PRE LAIT POUR HYPOTROPHES ET PREMATURES - 1,8 KG A 2,2 KG - LIQUIDE	PRE LAIT POUR HYPOTROPHES ET PREMATURES 1,8 KG A 2,2 KG - LIQUIDE	LIQUIDE 200 ml	Apports nutritionnels : entre 70 et 80 kcal - taux de protéines : entre 2 et 2,6 g/100 ml

LOT	SOUS LOT N°	LIBELLE DU LOT	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
12	12.1	PRE LAIT POUR HYPOTROPHES ET PREMATURES - SUP A 2,2 KG - POUDRE	PRE LAIT POUR HYPOTROPHES ET PREMATURES - SUP A 2,2 KG - POUDRE	Poudre de 400 g à 800 g	Apports nutritionnels : inférieur ou égal à 74 kcal - taux de protéines : inférieur ou = à 2.1 g/100 ml

LOT	SOUS LOT N°	LIBELLE DU LOT	LIBELLE DU SOUS LOT	Conditionnement	Spécificités techniques
13	13-1	SOLUTION NORMOENERGETIQUE HYPERPROTEINEE POUR LA NUTRITION ENTERALE DES ENFANTS DE 1 A 16 ANS	SOLUTION NORMOENERGETIQUE HYPERPROTEINEE POUR LA NUTRITION ENTERALE DES ENFANTS DE 1 A 16 ANS	500 ML	Denrée alimentaire destinée à des fins médicales spéciales pour nutrition entérale par sonde, complète sur le plan nutritionnel, normoénergétique (concentrée à 1,2 kcal/ml) hyperprotéinée pour les enfants à partir de 1 an ; apport protéique 8 - 12 % AET ; apport lipidique inférieur à 45 % AET ; avec fibres, contenant ds aliments du quotidien > 10%

16 - 6 - Etiquetage des colis

A réception, les colis et les bons de livraison devront porter impérativement la référence fournisseur (ou code ACL) des produits livrés, afin de contrôler le colis par comparaison avec le bon de commande. A défaut, le colis ne sera pas réceptionné.

Les produits devront porter en clair :

- La date limite de consommation.
- La date de péremption devra être au minimum, à compter de la date de livraison :
- 5 mois pour le lait liquide
- 12 mois pour le lait en poudre

16 - 7 - Reprise des produits

Le candidat devra préciser les modalités de reprises des produits périmés ou non consommés et joindre une procédure pour chacun de ces cas de figure en précisant :

- Le nom de la personne à contacter,
- les délais,
- le bon de reprise,
- les modalités de remboursement (avoir ...),
- le N° de télécopie ou l'adresse courriel

16 - 8 - Retraitement des déchets

Pour le lot 7 : le titulaire du marché s'engage, pour toute fourniture de nouettes, à assurer la reprise, la collecte, le tri et le traitement des contenants vides (plastique et/ou verre) issus de ses livraisons, le transport, les modalités définies ci-dessous, en conformité avec les obligations légales et réglementaires applicables.

Le candidat devra préciser le système de retraitement des déchets plastique ou verre qui sera mis en place au niveau de chaque établissement à l'annexe 2 au CCP – Cadre de réponse – III – Organisation de la prestation

16 - 9 - Reprise, collecte, traçabilité et traitement des contenants vides

Pour le lot 7 :

Le titulaire du marché est tenu d'assurer la reprise, la collecte, le transport, le tri et le traitement des contenants vides (plastique et verre) issus de ses livraisons de lait infantile, conformément aux dispositions légales applicables et aux principes de l'économie circulaire.

Le titulaire respecte les dispositions de la loi AGECE (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) et du Code de l'environnement relatives au réemploi, à la consigne, au recyclage et à la responsabilité élargie des producteurs. Il s'assure que les emballages mis sur le marché soient recyclables ou réutilisables, ou bien qu'un système de collecte retour / consigne soit mis en place lorsque cela est pertinent. (cf. articles relatifs aux emballages consignés et réemploi).

1. Modalités de collecte des contenants vides

Les contenants vides doivent être récupérés par le titulaire ou un prestataire désigné, dans les lieux déterminés par la collectivité publique.

Les contenants vides doivent être triés par matériaux (plastique / verre) et être propres ou débarrassés des résidus de lait conformément aux normes sanitaires applicables.

Une filière de tri pour les contenants et emballages fournis sera mise en place par le prestataire. Il assumera la collecte, le tri et le recyclage des palettes, films plastiques, tétines, et contenant des nouettes

2. Traçabilité et reporting

Le titulaire devra tenir un registre des quantités de contenants vides récupérés, par matériau (plastique / verre), selon une périodicité trimestrielle / annuelle (à préciser).

b. Un rapport sera fourni à la collectivité publique attestant du traitement des contenants dans un centre de recyclage ou de réemploi agréé, avec copie des bordereaux ou justificatifs de prise en charge.

3. Valorisation ou Réemploi

Le titulaire privilégie autant que possible le réemploi des contenants (réutilisation après nettoyage, remise en circulation) ou la consigne, si cela est techniquement faisable.

b. Si le réemploi n'est pas possible, les contenants vides doivent être orientés vers les filières de recyclage appropriées.

4. Coût et responsabilité

Les coûts liés à la collecte, au transport, au nettoyage (le cas échéant), et au traitement des contenants vides sont à la charge du titulaire, sauf indication contraire dans les clauses financières du marché public.

b. Le titulaire demeure responsable du respect des normes sanitaires pendant les opérations de manipulation des contenants vides, notamment en ce qui concerne la contamination, la désinfection, etc.

5. Pénalités

En cas de non-respect des obligations relatives à la collecte, tri ou traitement des contenants vides, le pouvoir adjudicateur appliquera des pénalités (article 19-11).

Le candidat devra préciser le système de récupération des nouettes vides qui sera mis en place au niveau de chaque établissement.

ARTICLE 17 - RECUPERATION DES DONNEES

17 - 1 - Suivi du marché au niveau du GHT

Sans objet

17 - 2 - Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

17 - 3 - Données relatives à l'origine des produits

SANS OBJET

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 19 - PENALITES

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article ont uniquement un caractère moratoire et ne sont pas libératoires. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité

19 - 1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure dans le bon de commande ou par rapport au planning, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par

le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées par application de la formule suivante :
par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. à préciser

$$P = V * R / 100 ;$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

19 - 2 - Pénalités d'indisponibilité (marchés ou accords-cadres à bons de commandes de maintenance)

Il n'est pas prévu de pénalités d'indisponibilité.

19 - 3 - Pénalités pour autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées) ou des bons de livraison, des changements de référence sans accord préalable du CHU..., une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée.

19 - 4 - Pénalités relatives à la sous-traitance

19.4 - 1 - Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Sans objet

19.4 - 2 - Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Sans objet

19 - 5 - Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

19.5 - 1 - Pénalités relatives la déclaration de détachement

Sans objet

19.5 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Sans objet

19 - 6 - Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 26-1 du présent CCP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 euros.

19 - 7 - Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

19.7 - 1 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT

Sans objet

19.7 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

19 - 8 - Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

Se reporter à l'annexe « Développement durable »

19 - 9 - Pénalités pour non-respect des principes de la République

Sans objet

19 - 10 - Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 20 euros par manquements constatés.

19 - 11 - Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la collecte, tri ou traitement des contenants vides

En cas de non-respect des obligations relatives à la collecte, tri ou traitement des contenants vide, une pénalité de 150 € par jour de retard sera appliquée. Cette pénalité court à compter du rappel de retrait émanant du service de soins.

ARTICLE 20 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Sans objet.

ARTICLE 21 - LITIGES ET DIFFERENDS

21 - 1 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

21 - 2 - Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

ARTICLE 22 - RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

22 - 1 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, ...),

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 43.5 du CCAG FCS, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 46.1 du CCAG FCS.

22 - 2 - Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 23 - SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce. En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 24 - IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

24 - 1 - Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG FCS rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

24 - 2 - Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire : devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

24 - 3 - La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution

En application de l'article 24 du CCAG FCS, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

24 - 4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'évènement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible., et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

24 - 5 - Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article [L. 2125-1](#) du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois (accords cadre à bons de commande).

ARTICLE 25 - REGLEMENTATION GENERALE DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHE TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES)

Sans objet

ARTICLE 26 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

26 - 1 - Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7-du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

- 2° Sa nationalité ;
3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

26 - 2 - Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Restauration
1 Place Jean Baumes
Centre Bellevue
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

26 - 3 - Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation du présent marché

26 - 4 - Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation

26 - 5 - Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante. <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

ARTICLE 27 - DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 28 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 2 du CCAG FCS par l'article 4-3 du CCP.

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCP.

Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCP.

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 19.1 du CCP.

Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article 19.1 du CCP.

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 19.1 du CCP.

Dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS par l'article 22.2 du CCP.

Dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS par l'annexe développement durable.

Dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS par l'article 6 du CCP.

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 6-2 du CCP

Dérogation à l'article 38 du CCAG FCS par l'article 1.5.1 du CCP

Dérogation à l'article 38 du CCAG FCS par l'article 22-1 du CCP

Dérogation à l'article 43-5 du CCAG FCS par l'article 22-1 du CCP.